



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction  
du Parti ouvrier révolutionnaire,  
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément à CPS n°68 – 20 avril 2018

## *La bataille engagée à la SNCF : enjeu décisif pour tout le prolétariat et la jeunesse*

### **La condition pour vaincre le gouvernement Macron Philippe :**

- **imposer le front uni des organisations syndicales sur les vraies revendications des cheminots :**

#### **Défense inconditionnelle du statut !**

#### **Retrait du projet de loi du gouvernement**

- **imposer la rupture totale et définitive de la concertation avec le gouvernement, qui ne peut être autre chose qu'une concertation pour la mise en œuvre de sa réforme**

### **Un enjeu décisif pour l'avenir des travailleurs et de la jeunesse**

La grande majorité des travailleurs et de la jeunesse en ont une claire conscience : ou bien les travailleurs et jeunes réussissent à imposer au gouvernement de reculer sur son projet de liquidation du statut des cheminots, et la voie est ouverte pour imposer au gouvernement de remballer sa loi de sélection à l'université, son projet de liquidation du statut de la Fonction Publique, et l'ensemble de ses contre-réformes. Ou bien, dans le cas contraire, c'est une déferlante anti ouvrière qui va s'abattre sur eux : liquidation des régimes de retraite, augmentation massive des droits d'inscription à l'université visant à en fermer définitivement les portes aux enfants de travailleurs, contre-réforme de l'Hôpital public etc.

### **La disponibilité des cheminots à combattre ne fait aucun doute**

Les 3 et 4 avril, puis les 8 et 9 et à nouveau les 13 et 14, les cheminots, particulièrement les conducteurs et contrôleurs ont fait massivement grève. Ils ont ainsi manifesté leur disponibilité pour affronter le gouvernement et le vaincre. Pourtant Macron à la suite de Philippe ont réitéré leur volonté d'imposer la liquidation du statut. Philippe a réaffirmé de la manière la plus claire en particulier : « L'ouverture à la concurrence et la fin du recrutement sous statut ne sont pas négociables ». Le 17 Avril, l'Assemblée nationale a adopté la loi d'habilitation permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances. Ce vote s'il ne signifie pas encore que les cheminots ont définitivement perdu la bataille représente un coup de première importance qui leur est porté.

### **La participation des dirigeants syndicaux à la concertation pave le chemin du gouvernement**

Dans ces conditions, les travailleurs, les cheminots en particulier sont en droit de s'interroger : que signifie la volonté maintenue coûte que coûte des dirigeants syndicaux de participer à la concertation ? Que signifie-t-elle alors que Philippe déclare que la fin du recrutement sous statut « n'est pas négociable » et que la discussion ne peut porter que sur « les modalités de mise en œuvre » de la contre-réforme du gouvernement. Que signifie le fait de continuer à participer à la concertation alors que la loi d'habilitation est votée ? Aujourd'hui les dirigeants syndicaux demandent qu'elle continue... avec Philippe alors même que celui-ci annonce la filiation du frêt ! La continuation de la concertation, qu'elle ait lieu avec Borne ou demain avec Philippe, ne peut signifier qu'une chose : accepter d'entrer dans une discussion sur la mise en œuvre de la réforme !

### **Pourquoi le mot d'ordre de « défense du statut » est-il tabou dans les communiqués syndicaux ?**

Tout le monde le sait : le cœur de la contre-réforme gouvernementale, c'est la liquidation du statut. La défense du statut, c'est ce qui soude les cheminots contre le gouvernement. Du reste, c'est là une question décisive pas seulement pour les cheminots. La liquidation du statut des cheminots, c'est la première étape, la seconde étant la liquidation du statut de la fonction publique telle qu'elle est contenue dans le projet Philippe-Darmanin-Dussopt (recrutement par contrat et non plus par concours, plan de départs « volontaires » de dizaines de milliers de fonctionnaires, salaire « au mérite », etc.). Pourtant, la défense du statut n'est jamais mentionnée dans les communiqués syndicaux.

Dans une interview au journal *Le Monde* du 12 avril, Martinez, secrétaire général de la CGT nous fait bien comprendre qu'il ne s'agit en rien d'un oubli. Évoquant la concertation, il déclare : « *Le gouvernement voulait limiter le débat au statut des cheminots. Or celui ci s'est déporté sur des questions essentielles... La CGT a contribué à recentrer le débat en mettant sur la*

*table son projet pour l'évolution de l'entreprise. Tant que le gouvernement refuse (...) d'avoir une vraie discussion, ce n'est pas de nature à ce que le conflit cesse. »*

Ainsi pour les cheminots, la « *question essentielle* », ce serait le projet d'« *évolution de l'entreprise* » concocté par les dirigeants CGT, la défense du statut étant à contrario « *inessentielle* » ?

Ainsi se trouve évacuée la véritable revendication des cheminots. Ainsi se trouve justifiée la participation à la concertation. En lieu et place de la défense des revendications, une discussion entre gens de bonne compagnie sur les « *projets d'évolution* » de la SNCF des uns et des autres.

---

**Martinez : « *La CGT n'a pas pour but de faire tomber Macron* »**

---

Martinez livre dans le même interview la raison profonde de cette orientation mortifère pour les cheminots : « *La CGT n'a pas pour but de faire tomber Macron* ».

Or une chose est claire. Il est impossible d'obtenir le retrait de la contre-réforme du gouvernement sans l'affronter. Et il est incontestable que si une défaite était infligée par les cheminots au gouvernement, la question d'en finir avec le gouvernement Macron-Philippe se trouverait immédiatement posée.

Poser, ainsi que le fait Martinez, comme principe que Macron doit rester en place implique de saborder toute possibilité de mener un combat conséquent pour défaire le gouvernement. Il n'y a pas d'autre explication à l'in vraisemblable « *tactique de lutte* » adoptée par les appareils syndicaux : la grève deux jours suivie de trois jours de reprise, puis à nouveau deux jours de grève et ce pendant trois mois... ou plutôt jusqu'à épuisement des cheminots.

---

**Pour éviter la défaite que leur préparent les dirigeants syndicaux, les cheminots devront imposer aux dirigeants syndicaux leur propre volonté**

---

Il faut dire la vérité. Si les cheminots n'arrivent pas à briser le carcan dans lequel ils sont enfermés par les directions syndicales, ils sont condamnés à être vaincus.

Cela signifie :

- imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils reprennent leurs vraies revendications : retrait de la contre-réforme gouvernementale, abrogation de la loi d'habilitation, défense inconditionnelle du statut
- imposer par conséquent la rupture totale et définitive de la concertation de mise en œuvre des modalités de la réforme gouvernementale
- en finir avec la tactique de la « *grève perlée* », imposer aux dirigeants tant que c'est encore possible qu'ils appellent à la grève totale jusqu'à satisfaction, c'est à dire jusqu'à l'abrogation de la loi. Cela ne peut surement pas se faire par l'appel à la reconduction de la grève dépôt par dépôt comme le préconise le syndicat SUD et quelques autres. La grève reconductible, c'est la dislocation de la force des cheminots, certains dépôts décidant de la grève, d'autres non etc.
- Cela suppose au contraire imposer aux dirigeants syndicaux la convocation de véritables assemblées générales élisant leurs délégués mandatés, délégués se réunissant nationalement en un Comité central de grève intégrant les organisations syndicales, et imposant aux dirigeants le respect du mandat donné par les cheminots.

---

**Le sort de la jeunesse dans son combat contre la sélection à l'université et celui des cheminots sont étroitement liés**

---

On peut le remarquer : la mobilisation de la jeunesse, malgré ses limites, a repris une certaine vigueur en relation avec la volonté de combat telle qu'elle s'est manifestée chez les cheminots. Des assemblées massives se sont tenues notamment à Montpellier, Rennes, Metz, Nanterre, et plusieurs facultés parisiennes.

La raison de la mobilisation étudiante, c'est la loi ORE qui instaure la sélection à l'entrée de l'université, et qui vise à en interdire l'accès aux jeunes d'origine populaire. Pour ceux-ci le gouvernement a prévu l'extension de l'apprentissage, la plupart des limitations légales à la surexploitation des apprentis ayant été abrogées.

La sélection à l'entrée des facs se combine avec la destruction du bac comme diplôme national anonyme, le contrôle continu le transformant en diplôme d'établissement. D'ores et déjà on apprend qu'à Paris-Descartes, la sélection se fait sur la base des notes du lycéen, ces notes étant « *pondérées* » selon l'établissement d'origine (un 15 obtenu au lycée de Stains en Seine Saint-Denis n'aura pas la même valeur que celui obtenu à Louis Le Grand !).

---

## **Macron-Philippe envoient leurs flics et leurs supplétifs, des groupes de nazillons, contre les étudiants**

---

L'instauration de la sélection à l'université est un objectif de la bourgeoisie poursuivi avec constance depuis un demi-siècle. C'est en particulier la réforme Fouchet l'instaurant qui a constitué le point de départ de la mobilisation de la jeunesse en mai 1968.

Macron-Philippe poursuivent les mêmes objectifs que De Gaulle en 1968, avec les mêmes méthodes. À Montpellier, c'est organisée par l'administration de la fac qu'intervient la horde de nazillons contre les étudiants et avec la complicité des flics. Et 50 ans après, les CRS envahissent à nouveau la Sorbonne. Partout les flics interviennent ou sont sur le point de le faire.

---

### **Concertation avec les dirigeants syndicaux et répression policière : les deux facettes complémentaires de la politique gouvernementale**

---

Mais en même temps que la police de Macron frappe les étudiants de Montpellier, envoie les blindés à Notre-Dame-des-Landes, la concertation va bon train à l'université. Rappelons que c'est sur la base de 55 réunions de concertation avec notamment les dirigeants du SNESup et de l'UNEF que le gouvernement a pu présenter sa loi et la faire adopter à l'Assemblée Nationale. Jusqu'à il y a quelques jours, la concertation continuait dans le dos des étudiants et des professeurs d'université, avec les dirigeants du SNESup et de l'UNEF sur le décret-licence qui vise à liquider toute une série de garanties dont disposaient les étudiants pour la passer (compensation de notes, session de rattrapage, possibilité de redoublement), et surtout à la transformer en diplôme-maison, de valeur inégale selon la fac, en faisant sauter le minimum légal de 1 500 heures d'enseignement. Par ailleurs, il s'agit d'en soumettre totalement le contenu aux desideratas patronaux comme le révèle en toute franchise le SGEN CFDT – qui y est bien sûr favorable, décrivant ainsi le thème d'un des « groupes de travail » de la dite concertation : *« L'objectif de ce groupe de travail sera de réfléchir aux questions suivantes... Comment sensibiliser à l'entrepreneuriat, favoriser l'alternance et, enfin, renforcer, dans les formations professionnalisantes, les liens avec le monde socio-économique ? »*

Il faut noter cependant ce fait récent d'importance : tout en protestant de son attachement au « dialogue social », la direction du SNESUP ainsi que Sup-recherche-UNSA ont annoncé qu'ils cessaient de participer à la « concertation licence ». Ce résultat doit être entièrement mis au compte de la pression exercée sur elle par les enseignants et étudiants. Mais, toute honte bue, dans le même temps les dirigeants de l'UNEF ont annoncé qu'ils continueraient à participer.

---

### **Les problèmes politiques auxquels sont confrontés les étudiants sont de même nature que ceux que rencontrent les cheminots**

---

C'est dire que les étudiants et professeurs dans leur mobilisation ont à surmonter les mêmes problèmes politiques que les cheminots. Tout comme les dirigeants syndicaux à la SNCF continuent à coopérer avec le gouvernement à travers la concertation, il en va de même à l'université pour les dirigeants de l'UNEF.

Les groupes dit « autonomes » qui se sont souvent projetés à la direction des étudiants dans les facs jouent un rôle strictement complémentaire à celui des dirigeants de l'UNEF. Quand ceux ci collaborent avec le gouvernement via la concertation, les « autonomes » pour leur part visent de manière constante à noyer la seule revendication qui peut rallier la masse des étudiants à savoir celle de l'abrogation de la loi ORE dans une myriade de « revendications » bidon. Cela s'accompagne des fariboles sur les « universités autogérées », par exemple sur « la commune libre de Tolbiac », et autres mystifications. Les uns et les autres (dirigeants de l'UNEF et « autonomes ») s'entendent parfaitement... pour organiser la division avec deux coordinations rivales, et les pseudo actions visant à éviter la centralisation de la mobilisation contre le gouvernement !

---

### **Sur quel axe les étudiants peuvent ils surmonter les obstacles à leur combat ?**

---

Pour espérer vaincre, les étudiants doivent imposer d'abord la rupture immédiate de la concertation: dirigeants de l'UNEF, cessez sans délai la discussion avec le gouvernement !

Un seul mot d'ordre : abrogation de la loi ORE !

Hors des facs, les flics et leurs supplétifs nazillons ! L'autodéfense face à la répression policière ne peut être l'affaire des seuls étudiants. Il faut imposer aux dirigeants des confédérations ouvrières qui dans le meilleur des cas se contentent de protestations platoniques contre la répression la mise en place de comités de défense des étudiants dans l'unité des organisations

Non aux fermetures des facs ! Report des épreuves d'examen jusqu'à l'abrogation de la loi ORE !

Pour une vraie et unique coordination nationale dans la tradition étudiante intégrant et imposant ses décisions aux dirigeants de l'UNEF, sur la base de délégués mandatés, la quantité de délégués étant proportionnée à l'importance des AG.

---

## Ouvrir une issue politique

---

Le gouvernement table sur le fait que la politique des dirigeants syndicaux et de leurs supplétifs lui permettra tant chez les cheminots qu'à l'université de porter un coup crucial au prolétariat. Et c'est pourquoi il annonce déjà la suite : concertation sur la « retraite à points » (qui a commencé avec les « partenaires sociaux »), liquidant les garanties existantes, deuxième « journée de solidarité » instaurant d'une nouvelle journée de travail gratuit, augmentation massive des droits d'inscription comme la ministre Vidal a commencé à la mettre en place dans son université d'origine à Nice avec la licence à 4 000 euros. En même temps l'infâme loi Asile et immigration est discutée à l'Assemblée Nationale. Et Macron projette une « réforme constitutionnelle » visant à réduire encore le rôle de l'Assemblée Nationale au profit du président- bonaparte (extension du recours aux ordonnances, généralisation de l'irrecevabilité des projets de loi et amendements parlementaires etc.)

Cette avalanche d'attaques pose évidemment la question d'en finir avec le gouvernement Macron Philippe. Mais cette question ne peut véritablement se poser que si ce même gouvernement subit une défaite sur le terrain de la lutte des classes. En ce sens, le premier pas réel dans le sens d'en finir avec Macron Philippe consiste à combattre la politique de ceux qui à la direction des organisations syndicales sont depuis un an les grands organisateurs des défaites ouvrières.

C'est à cette aune qu'il faut apprécier les diverses initiatives auxquelles appellent (ou organisent) diverses forces politiques en particulier La France Insoumise notamment la manifestation du 5 Mai : « faire la fête à Macron ». Il faut le noter : LFI s'est prononcé à l'Assemblée Nationale pour le remplacement du statut cheminot par une « convention collective des travailleurs du rail » ce qui est exactement l'objectif... du gouvernement. Mélenchon lui même ne manque pas une occasion d'affirmer son soutien à la politique des directions syndicales. Dans ces conditions, la manifestation du 5 Mai ne vise à rien d'autre qu'à donner un os à ronger aux travailleurs qui légitimement cherchent la voie politique pour en finir avec le gouvernement.

A l'inverse, les militants regroupés autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme » ont pour objectif d'aider travailleurs et jeunes à surmonter les obstacles mis par les appareils dirigeants des syndicats à leur combat. C'est sur la base d'une défaite du gouvernement que pourra être posée la question d'en finir avec lui, et de lui substituer un gouvernement du front unique des organisations ouvrières dont les masses exigeront satisfaction de leurs revendications.

Macron, emboîtant le pas à Trump, a décidé d'envoyer son aviation pour bombarder en Syrie. L'objectif annoncé n'est pas de renverser Bachar El Assad mais de traiter avec lui dans un état d'affaiblissement tel qu'il accepte les conditions des puissances impérialistes. Quant au prétexte « humanitaire », il suffit de rappeler qu'au Yemen, c'est avec des armes françaises que l'Arabie Saoudite bombarde hôpitaux et écoles, massacrant la population civile. Il faut noter que l'opposition formulée par le PCF, LFI à cette intervention – que le PS a approuvée ! - l'a été au nom de la légitimité de l'ONU, cette « caverne de brigands » dont les troupes s'illustrent en ce moment en République Centre Africaine - 18 morts lors de la répression d'une manifestation demandant leur départ ! La seule position ouvrière consiste à combattre : À bas l'intervention impérialiste ! Retrait immédiat des troupes française du Moyen Orient !

Le 19 avril 2018.



**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 15,50 EUROS)**

NOM : .....PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....LOCALITÉ : .....

Chèque à l'ordre de : A.E.P.S. – Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, rue GUTENBERG – 93100 MONTREUIL